

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1761

Artikel: Et maintenant, un programme de législature svp : la concordance n'est pas un gouvernement de coalition, mais elle doit mieux définir son contenu minimum et occuper le terrain
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024517>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Et maintenant, un programme de législature svp

La concordance n'est pas un gouvernement de coalition, mais elle doit mieux définir son contenu minimum et occuper le terrain

Jean-Daniel Delley (20 décembre 2007)

Et si l'on passait à autre chose? Le temps des commentaires sur la (bonne) surprise du 12 décembre touche à sa fin. Car le succès de la législature qui débute exige que le monde politique cesse de tourner autour de la planète B. Et que se mette en place et s'applique une stratégie qui aboutisse à contenir, voire même à affaiblir l'UDC aux élections de 2011. Cette formation, meurtrie et raidie par son échec, croit pouvoir sortir renforcée de cette épreuve en capitalisant plus encore les insatisfactions, les frustrations et le sentiment d'insécurité d'une partie importante de la population. Ces peurs se nourrissent du rythme accéléré de la mondialisation et des déséquilibres politiques et économiques dont souffre la planète. Plus concrètement, elles naissent des incertitudes face à l'avenir – emploi, retraite, sécurité notamment. C'est donc aux sources de ce mal-être que doivent s'attaquer les adversaires de l'UDC s'ils veulent restaurer durablement un régime de concorde, seul capable de générer des solutions crédibles et majoritaires.

Le centre droit et la gauche ne constituent pas une majorité cohérente, comme cherche à le faire croire l'UDC dans sa posture oppositionnelle. Les majorités continueront de varier en fonction des dossiers, comme l'impose la logique des institutions. Mais il est des sujets où les partis

gouvernementaux devront accepter des concessions s'ils veulent marginaliser les conservateurs nationalistes et convaincre une majorité populaire.

En tête de liste, les accords bilatéraux. L'élargissement et la prorogation de la libre circulation des personnes constituent un enjeu de taille. Un isolement de la Suisse aurait des conséquences économiques catastrophiques, en particulier pour l'emploi. Mais pour faire comprendre que les places de travail sont mieux protégées par la libre circulation que par un repli protectionniste, il ne suffira pas de rabâcher des slogans sur la supériorité du marché. Seul le développement des conventions collectives et des mesures d'accompagnement efficaces pourront convaincre les salariés. A cet égard, le patronat du secteur de la construction a donné un signal très négatif en dénonçant la convention nationale de la branche.

Le financement des assurances sociales n'est pas garanti à terme. C'est en tous cas ce que ressent une majorité de la population, en particulier les jeunes générations. Face à une UDC qui privilégie systématiquement les mesures d'économie, la gauche devra lâcher du lest pour rallier à des solutions de compromis un centre droit hésitant. Le financement de l'assurance-invalidité constituera un

premier test de la capacité de la gauche à dépasser le dilemme du tout ou rien.

Criminalité, incivilités et violences ordinaires sont des thèmes au sujet desquels la gauche a trop longtemps fait preuve d'angélisme. Sans tomber dans les généralisations abusives et les campagnes hysteriques de l'UDC, il est possible de développer un discours clair plutôt que de fuir dans le déni de réalité (DP 1740).

Les socialistes ont toujours entretenu un rapport ambigu à la défense nationale. Sans en nier la justification, ils peinent à en admettre les moyens, sous la pression leur aile pacifiste. Au cours de la précédente législature, ils ont parfois flirté avec l'UDC pour des motifs parfaitement opposés. Dans ce dossier également la posture du tout ou rien ne servira que l'adversaire réactionnaire et non la cause d'une politique étrangère au service de la paix (DP 1722).

Pour la gauche, s'associer à des solutions de compromis n'équivaut pas à un reniement. Faire connaître ses positions propres et contribuer à résoudre les problèmes ne sont incompatibles. Les électrices et les électeurs savent faire la différence entre les partis qui, sans abandonner leurs convictions, contribuent au compromis et ceux qui, comme l'UDC, se complaisent dans un fondamentalisme stérile.